

● (1510)

Quant à la seconde question au sujet des accords commerciaux qui ont tendance à nous lier à un pays «à la R. B. Bennett», selon l'expression du député, il existe certains parallèles. R. B. Bennett souhaitait un accord similaire avec les Britanniques dans les années 1930. Les Britanniques ne semblaient pas très intéressés, mais il a continué à rechercher un tel accord durant une bonne partie de son mandat. Le gouvernement actuel a jeté son dévolu sur Ronald Reagan et les Américains. Ronald Reagan est peut-être intéressé, mais le congrès américain ne semble pas l'être terriblement. Comme l'a expliqué le ministre, nous verrons probablement le Canada entrer dans ces négociations, si tant est qu'elles dépassent le seuil des intentions. Toutefois, au lieu de nous lier par un accord bilatéral ferme assorti de clauses d'exclusivité, nous ferions beaucoup mieux de miser sur les négociations du GATT sans nous engager envers qui que ce soit et en commençant avec une grande variété de pays. L'expérience nous a appris que des pays qui paraissent être des marchés intéressants cessent de l'être. Par exemple, la Grande-Bretagne semblait être le principal marché dans les années 1930, mais elle ne nous achète pratiquement aucun produit agricole de nos jours. En fait, elle est devenue un de nos concurrents. La solution n'est pas de nous lier à un marché; il vaut beaucoup mieux attendre sans s'engager.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui au nom du très honorable chef de l'opposition (M. Turner) se lit comme suit:

Que la Chambre regrette que le gouvernement ait refusé de reconnaître la crise grave à laquelle font face les familles agricoles du Canada et blâme le gouvernement de sa réponse inadéquate aux problèmes des agriculteurs canadiens qui comprennent un important resserrement de la marge bénéficiaire et un fardeau de la dette élevé...

Il a présenté cette motion lors de notre première journée d'opposition, car nous nous inquiétons sérieusement de la grave crise à laquelle font face les agriculteurs canadiens.

Il suffit pour s'en convaincre de lire le plus récent rapport de la Société du crédit agricole, selon lequel 23 p. 100 des agriculteurs canadiens éprouvent de graves difficultés financières. Ce pourcentage est vraiment affolant. Le Canada ne compte que 170,000 agriculteurs environ et 23 p. 100 d'entre eux, soit 39,000, sont dans une situation précaire. En outre, la situation de 11 p. 100 d'entre eux n'est guère plus enviable. Quand on examine ce groupe de 39,000 agriculteurs, on s'aperçoit qu'ils passent en moyenne de 10 à 12 ans dans le secteur de l'agriculture. Ce sont vraiment nos plus jeunes agriculteurs, mais ce sont eux qui font appel aux techniques de pointe. Ce sont les plus efficaces et les plus productifs et, selon les statistiques de la Société du crédit agricole, ils produisent près de la moitié des denrées au Canada. Ils ont une dette globale de quelque 17 milliards de dollars. Il y a de quoi être inquiets, très inquiets même, à la pensée que ces jeunes agriculteurs pourraient perdre leur exploitation. Seront-ils en mesure de survivre? Seront-ils capables de bien vivre sur leur exploitation et d'apporter une énorme contribution à l'essor de notre pays et à nos exportations dans les années à venir? En outre, quand on se penche sur les économies agricoles du Canada et du reste du monde, les prix des produits et les perspectives en ce qui a trait au prix

Les subsides

du grain et aux récoltes commerciales ont de quoi inquiéter. Ainsi, les agriculteurs du sud-ouest de l'Ontario qui cultivent du soya et du maïs ne rentreront même pas dans leurs frais à moins que le gouvernement ne leur verse des paiements de stabilisation. Si on examine les perspectives à long terme pour la viande rouge et le porc, on constate que la situation est fort inquiétante et que pour y remédier, il faudra toute la détermination de tous les députés, surtout des ministériels. On devra accorder une plus grande importance et priorité.

Si nous considérons les prix payés sur les marchés internationaux pour les denrées alimentaires et ce qui se passe à l'échelle du monde, nous constatons que les grandes entités comme les États-Unis ont accumulé d'énormes excédents. Elles sont capables de consacrer pour 2 milliards de dollars de grain à un programme d'aide. Elles sont capables d'exiger et d'obtenir une plus grande part des marchés mondiaux. Nous tenons à savoir si le gouvernement est prêt à défendre les intérêts de nos agriculteurs et à faire en sorte qu'ils puissent survivre sur les marchés internationaux des denrées alimentaires où la concurrence est on ne peut plus féroce.

Il y a plusieurs années, les pays de la Communauté économique européenne achetaient 25 millions de tonnes de blé. Aujourd'hui ils en vendent autant sur les marchés mondiaux et subventionnent leurs exportations. Pour se faire une idée de la concurrence féroce sur les marchés internationaux, nous n'avons qu'à songer aux 23.5 millions de tonnes de bœuf que les pays de la Communauté économique européenne exportent chez nous cette année et qu'ils subventionnent à raison de 48c. la livre, ou encore au droit de 5.3c. la livre dont les États-Unis frappent nos exportations de porc et qui ne manquera sûrement pas de faire beaucoup de tort à nos éleveurs. Nous devrions comparer cette attitude avec le laisser-faire du gouvernement qui, détendu et presque blasé, déclare qu'il va examiner la situation, qu'il compatit aux malheurs des agriculteurs, sans pourtant jamais ni rien décider ni rien faire. Voilà ce dont s'inquiètent l'opposition et tous les agriculteurs de notre pays.

Si la Chambre est présentement saisie de cette motion, c'est aussi que le très honorable chef de l'opposition est homme de parole. En septembre dernier, il s'est rendu dans le sud de la Saskatchewan pour constater les ravages de la sécheresse et pour s'entretenir avec les représentants des diverses localités atteintes. Je m'y suis rendu moi-même en juillet pour visiter certaines exploitations agricoles, m'entretenir avec de nombreux agriculteurs et pour constater les ravages de mes propres yeux. J'ai vu des centaines d'acres où rien ne poussait. Après avoir rencontré les représentants locaux et de nombreux agriculteurs, mon chef a invité le gouvernement à prendre un certain nombre de mesures. Même si le ministre a fait preuve d'éloquence, nous craignons qu'il n'ait pas su donner suite à un grand nombre des recommandations de notre chef. Depuis que le chef de l'opposition et moi sommes allés dans la région des prairies, plus précisément en Saskatchewan, depuis que nous avons fait ces recommandations, les gens veulent savoir si le gouvernement va y donner suite. Je dirai un mot de chacune d'elles dans un moment.